

L'enfance
en première ligne

Le monde est engagé dans des bouleversements politiques, économiques et idéologiques, qui donnent le tournis aux adultes. Qu'ils en soient les victimes, les agents ou les spectateurs. Qui pourrait en deviner les effets sur le sort, notamment dans les pays pauvres, des démunis parmi les démunis que sont les enfants, ces gosses d'avenir toujours au premier rang des injustices? L'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) vient de publier son rapport annuel, dans lequel il fait une lecture plutôt optimiste des événements.

Le sort de l'enfance se prête aux proclamations généreuses et à une rhétorique où l'unanimité est de rigueur. C'est au moment du passage à l'acte que l'on est moins généreux. Des promesses en faveur des enfants avaient été faites lors du sommet mondial des chefs d'Etat et de gouvernement, à New-York en septembre 1990.

Les représentants de soixante-dix pays s'étaient solennellement engagés à lutter contre l'analphabétisme, les maladies les plus évitables et l'exploitation. Il est temps de passer aux réalisations. Ce n'est pas seulement une question morale, rappelle l'UNICEF, mais une nécessité économique: la prospérité des uns est liée au développement des autres.

Il y a des constats décourageants. Comment envisager, pour un pays comme le Bangladesh, un élan digne d'espérance si l'on sait que plus de 75 % de la population y est analphabète? Comment croire à l'avenir d'un monde où des dizaines de millions d'enfants n'ont pas accès aux soins de base et dont la seule question qui se pose à leur sujet n'est pas de savoir s'ils vivent bien ou mal, mais s'ils peuvent vivre tout court?

L'indistinct « nouvel ordre mondial » qu'on nous annonce donnera une plus grande place à l'économie de marché. L'UNICEF souligne la responsabilité des Etats et de leurs dirigeants, qui doivent veiller, plus que jamais, à protéger les faibles et à leur assurer l'accès à l'éducation et à la santé. Les auteurs du rapport pensent qu'il suffirait de renoncer aux projets ambitieux et coûteux qui ne profitent qu'à quelques-uns.

Au lieu d'investir dans des hôpitaux dotés des dernières avancées de la technologie et accessibles à quelques privilégiés, les pays pauvres devraient donner la priorité aux centres de santé primaires offrant à tous les médicaments et les soins essentiels. Au lieu d'ouvrir des universités de haut niveau pour une élite qui alimentera la fuite des cerveaux, ils devraient renforcer l'enseignement primaire et les centres d'éducation de base.

Les enfants d'aujourd'hui seront les citoyens du troisième millénaire. Les crises économiques des pays riches ne doivent pas leur faire oublier que cet « investissement » est le plus noble de tous, qu'il a mieux s'assurer que leur aide est plus utile que vaine.

M0147 - 1220 0 - 6.00 F



La fin de la mission de M. Baker

Les Républiques de l'ex-URSS
réduiraient leur arsenal nucléaire

Le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, a quitté Kiev jeudi 19 décembre à destination de Bruxelles, où se tient une réunion de l'OTAN, après avoir effectué une tournée dans les quatre Républiques nucléaires de l'ex-URSS, plus la Kirghizstan. Un haut fonctionnaire américain, accompagnant M. Baker, a affirmé que les responsables des quatre Républiques nucléaires avaient promis de réduire leur arsenal au-delà des dispositions du traité START, restant ainsi fidèles aux engagements pris par M. Gorbatchev avant la désintégration de l'URSS.

MOSCOU

de notre correspondant

Au terme d'une tournée éclair qui lui a permis de rencontrer les dirigeants des principales Républiques de l'ex-URSS, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est-il en mesure d'y voir plus clair que les intéressés eux-mêmes et de juger des chances de succès de la Communauté qui est en train de se constituer? A vrai dire, les objectifs du secrétaire d'Etat étaient plus modestes. Les Etats-Unis cherchent avant tout à mettre les ex-Soviétiques en face de leurs responsabilités à propos du contrôle des armes nucléaires. Mais, même dans ce domaine

limité, les résultats de la visite de M. Baker paraissent mitigés. A Moscou, le secrétaire d'Etat s'est vu exposer un plan relativement cohérent fondé sur un principe simple: à terme, tous les Etats de l'ex-URSS actuellement dotés d'armes nucléaires seront dissuadés, à l'exception notable de la Russie. Mais, à peine était-il arrivé à Alma-Ata que le président kazakh Nazarbaev prit soin de faire savoir que les choses n'étaient pas aussi simples et que le Kazakhstan n'aurait pas laissé la Russie seule maîtresse des destinées nucléaires de la Communauté.

JAN KRAUZE

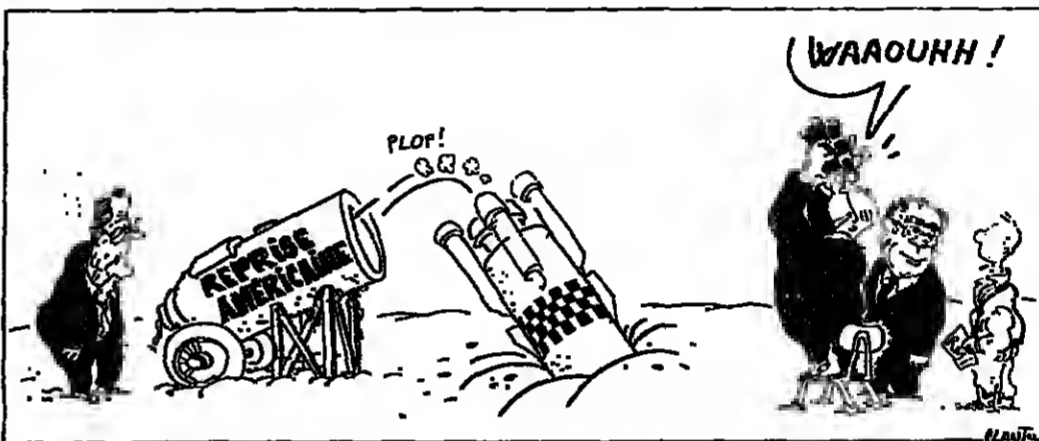
Lire la suite et nos informations page 3

Alors que General Motors annonce 74 000 suppressions d'emplois

Le président Bush est contraint d'activer
la relance de l'économie américaine

« La reprise, clairement, a flanché », a déclaré M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, mercredi 18 décembre, au moment même où General Motors, premier constructeur automobile mondial, annonçait un plan de suppression de 74 000 emplois. M. Greenspan a attribué l'essoufflement de la reprise au gigantesque endettement des Américains. Tout en obser-

vant l'inquiétude profonde entretenue par les vagues de licenciements, il estime que les bases d'une reprise saine existent. Mais il s'est montré fort prudent quant à toute initiative de relance. Le président Bush est toutefois accusé d'annoncer des mesures dans ce sens dès le début de 1992. Un allègement des impôts sur le revenu des ménages rencontre l'hostilité du président de la Réserve fédérale.



Lire page 29 les articles de SERGE MARTI et d'OLIVIER PIOT

Conspirer à Cuba

Des dissidents s'organisent dans l'appareil d'Etat
pour obtenir le départ de M. Fidel Castro

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Trois hauts fonctionnaires - un économiste, un ingénieur et un membre du ministère de l'Intérieur - nous racontent, avec mille précautions, dans un petit appartement de Marianna, dans la banlieue de La Havane. Pas de nom ni de détails sur leurs fonctions exactes au sein du gouvernement, tout-ils demandent avant cette rencontre nocturne. « Non pas parce que nous avons peur des représailles », affirme l'un d'eux, mais tout simplement parce que nous avons besoin de la clandestinité pour mener une lutte efficace au sein même de l'appareil d'Etat et du Parti communiste. »

Ils ont mis l'air conditionné au maximum et fermé les rideaux pour se protéger de la curiosité

des voisins qui collaboreraient peut-être avec le comité de défense de la révolution du quartier. La présence d'un magnétoscope sur une étagère et de quelques autres biens difficilement accessibles à Cuba confirme le niveau social de ces dissidents, qui se paient le luxe de produire leurs bulletins clandestins sur les ordinateurs et les imprimantes de gouvernement. Quel contraste avec les organisations des droits de l'homme qui doivent se contenter d'une vieille machine à écrire et quémander des photocopies dans les ambassades!

« Castro est prêt à nous ramener au dix-neuvième siècle pour se maintenir au pouvoir. Nous vivons depuis plus d'un an sous le régime des mesures de restriction de la « période spéciale en temps de paix » et comme le pétrole

n'arrive plus, le programme de l'option zéro sera bientôt appliqué. C'est-à-dire plus d'électricité et tout le monde à la campagne: le retour à l'économie de subsistance. Il est inacceptable pour nous de devoir choisir entre Fidel et la mort, tonne un de nos interlocuteurs, paraphrasant le slogan officiel « Le socialisme ou la mort! »

Tous trois appartiennent à une organisation créée cette année, l'association Marti d'opposition au régime (AMOR), qui s'inspire de la lutte de José Martí, le héros de la guerre d'indépendance cubaine à la fin du siècle dernier. « Nous avons des cellules clandestines dans la plupart des ministères et même au sein de l'armée », affirme l'ingénieur.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 4

La création du pôle
Thomson - CEA-Industrie

L'opération de réorganisation industrielle annoncée par le gouvernement le 18 décembre permet au nucléaire de secourir l'électronique civile. Thomson - CEA-Industrie devrait former un ensemble de 90 milliards de francs de chiffre d'affaires. Dans un entretien au « Monde », M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, plaide pour que ce rapprochement soit « mis en œuvre sans précipitation et avec minutie et précision ».

Lire le dossier « Point » page 33 et l'entretien avec M. Dominique Strauss-Kahn page 30

Une offre de M. Jospin
à l'école catholique

M. Lionel Jospin, le ministre de l'éducation nationale, propose 1,8 milliard de francs à l'enseignement privé pour régler définitivement « le contentieux ».

page 10

L'Allemagne relève son taux d'escompte

Le loyer de l'argent passe à 8 %

page 38

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 38

Les volcans contre l'ozone

L'éruption du Pinatubo fausse les télémessures
de la couche d'ozone dans le ciel lapon

ESRANGE (Suède)

de notre envoyé spécial

La température est clémente pour la saison: - 6 degrés. La neige recouvre la base spatiale suédoise d'Esrange, qui est située en Laponie à près de 68° de latitude nord, à une quarantaine de kilomètres à l'est nord-est de Kiruna. Le ciel est pur, sans soleil, baigné par une lumière nacrée. Il est 11 h 37, vendredi 13 décembre. Une sorte de spectacle bisoculaire se dresse dans l'air.

La tête du fantôme, haute de 13 mètres, est une bulle de 161 mètres cubes d'hydrogène. C'est un ballon qui s'élève, flas-

que et vit comme une méduse flottant entre deux eaux. Il tire une « traîne » de 29 mètres et une chaîne de cinq « colles »: un parachute et la télécommande de séparation, une boîte de télémessures, l'expérience, une balise pour la récupération et un répondeur radar, un réflecteur radar.

Le lâchage a été effectué sous l'œil de M. Jean-Pierre Pommeau (service d'aéronomie du CNRS), de M. Pierre Faucon, « fabricant » des ballons stratosphériques au CENS, et de M. John Fyfe, le coordinateur britannique. Ils sont satisfaits.

YVONNE REBEYROL

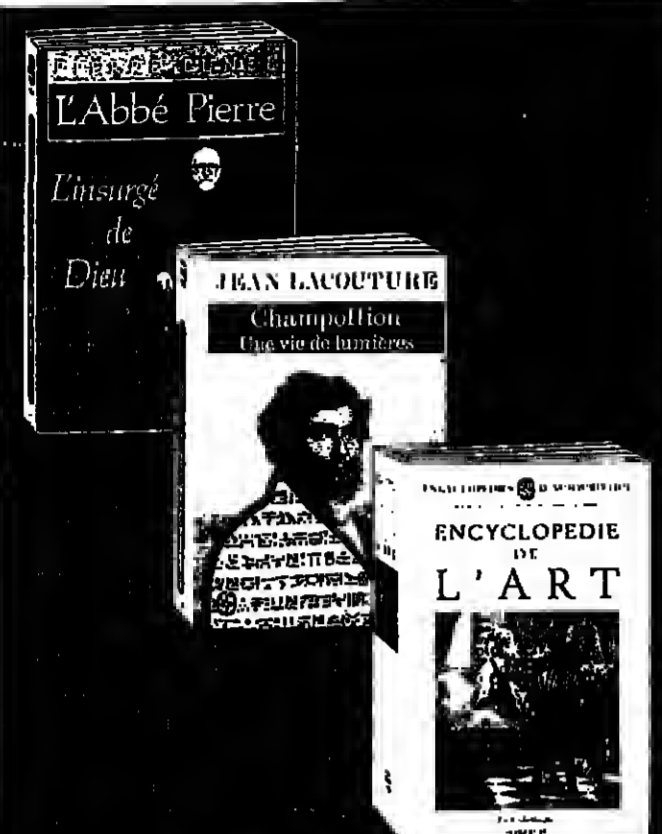
Lire la suite page 10

JEAN LACOUTURE

JÉSUITES

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER: Algérie, 2,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Frédéric, 8 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 300 P; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 400 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



Le LIVRE de POCHETTE

1991
une sélection

La Pochothèque

CLASSIQUES MODERNES

JEAN GIRAUDOUX Théâtre complet
BORIS VIAN Romans, Nouvelles, œuvres diverses
STEFAN ZWEIF Romans et Nouvelles

ENCYCLOPÉDIES D'AUJOURD'HUI

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE

ENCYCLOPÉDIE DE L'ART

Littérature générale

ALAIN PEYREFITTE L'Empire immobile
FRANÇOISE DOLTO La Cause des adolescents
HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE Le Malheur russe
ROBERT MERLE Le Propre de l'homme
BERNARD LENTERIC Diane - Les Enfants de Salomon 3
FANNY DESCHAMPS Louise dans la douceur perdue
PIERRE LUNEL L'Abbé Pierre l'insurgé de Dieu
CHRISTINE ARNOTHY Vent africain
FRANÇOISE CHANDERNAGOR L'Archange de Vienne (La Sans Pareille 2)
EDMONDE CHARLES-ROUX Un désir d'Orient jeunesse d'Isabelle Eberhardt (1877-1899)
BERNARD SIMIOT Rendez-vous à la malouinière
JEAN LACOUTURE Champollion, une vie de lumières
JEAN VAUTRIN Un grand pas vers le Bon Dieu
ANDRÉ FROSSARD Dieu en questions

Policier / Thriller

PATRICIA HIGSMITH L'Inconnu du Nord Express Carol
BOB JAMES Mort d'un expert Meurtres en blouse blanche
CLIVE CUSSLER Trésor
DAVID MORRELL Le Jeu des ombres
MARY HIGGINS CLARK Dors ma jolie
TOM CLANCY Tempête rouge

ASIE

AFGHANISTAN : dans la perspective d'un règlement politique du conflit

Les chiites veulent faire entendre leur voix

Le général Routskoï, vice-président de Russie, était attendu, jeudi 19 décembre, au Pakistan, venant de Téhéran. Il se rendra ensuite à Kaboul. Son objectif est d'obtenir la libération des soldats soviétiques prisonniers des moudjahidines et de favoriser une évolution politique en Afghanistan. Les partis prenants au conflit se placent de plus en plus dans la perspective d'un règlement négocié. Invité comme observateur au congrès du PS français, M. Abdulhaq Shafaq, porte-parole du Parti de l'unité islamique, représentant quelque million de chiites afghans, souhaite que ses coreligionnaires soient mieux entendus.

Barbu comme le sont volontiers les bons musulmans dans son pays, M. Shafaq n'a pas les traits mongoloïdes des montagnards bazaras de l'Hindou-Kouch, que l'on assimile souvent aux chiites afghans. Le jeune porte-parole du Hezb-e-Wahdat-e-Islami est, en ce sens, représentatif des approximations véhiculées sur ses coreligionnaires : il est du nord de l'Afghanistan, en effet, et non du centre ; et il est tadjik, et non bazar. « On ne sait guère, en Occident que les neuf factions chiites se sont unifiées dès 1989, ou encore qu'elles ont

leur siège en Afghanistan, et non, comme on le dit souvent, à Téhéran, où elles ont seulement une importante représentation », explique-t-il.

Etre mieux connu à l'Ouest n'est pas, cependant, la première préoccupation des chiites en lutte contre Kaboul. Se faire reconnaître pour ce qu'ils sont par les autres moudjahidines est un combat tout aussi rude : « Nous demandons à figurer dans les instances représentatives du futur Afghanistan islamique au prorata de notre poids démographique, soit environ le quart de la population (1). Les sunnites ne nous proposent que 10 %. Heureusement, trois seulement des sept partis de Feshavar sont sur cette position rigide (2). »

« Aucun compromis avec Najibullah »

La création, début décembre au Pakistan, d'un Conseil du commandement de la guerre sainte - gouvernement provisoire qui se veut plus cohérent que celui formé en 1989, mais qui n'inclut pas davantage les chiites - ne rassure pas M. Shafaq.

Proches de Téhéran, les militants du Hezb-e-Wahdat ne sont évidemment, vu la contiguïté géographique de l'Iran chiite et l'isolement dans lequel les tient leur situation de musulmans minoritaires. De fait, leur voisin - entré « en révolutions » cette même année 1978 où l'Afghanistan se soulevait contre « ses » communistes - ne les a jamais négligés, accueillant deux millions de réfugiés, fournissant sans compter assistance

militaire, soutien politique et aide humanitaire.

Fin novembre, un Hercules C-130 à l'échouage du Croissant-Rouge a largué des vivres et des médicaments dans la province centrale de Bamyan, dirigée depuis 1988 par les chiites. En raison d'inondations, qui ont détruit par endroit 80 % des récoltes, la disette est partout et la famine menace. « Il ne faut pas voir là une ingérence. Nous avons lancé des appels ou secours tous azimuts ; Téhéran ou aussitôt répondu. Mais toute assistance supplémentaire serait bienvenue... »

Kaboul a donné son feu vert à cette incursion d'un appareil étranger. Ne serait-ce pas une bonne manière faite « en retour » aux chiites, parfois présentés comme

moins hostiles que les sunnites fondamentalistes à une concertation avec le régime de M. Najibullah sur l'avenir de l'Afghanistan ? « Pour nous, Najibullah est l'homme qui est à l'origine de tous les malheurs du peuple. Il n'y a avec lui aucun compromis possible. Notre position est claire : nous voulons un gouvernement islamique, indépendant et non aligné, reconnaissant la spécificité politique et religieuse de populations chiites qui vivent depuis de nombreux siècles en Afghanistan », répond M. Shafaq.

JEAN-PIERRE CLERC

CORÉE DU SUD

« Il n'y a plus une seule arme nucléaire dans notre pays »

annonce le président Roh Tae-woo

« Au moment où je vous parle, il n'y a plus une seule arme nucléaire dans notre pays », a annoncé, mercredi 18 décembre, le président sud-coréen Roh Tae-woo. Cette annonce survient après que les deux États qui se partagent la péninsule ont conclu, le 13 décembre, un accord de réconciliation et de non-agression. Le 27 septembre, le président Bush avait annoncé que les États-Unis allaient rapatrier toutes leurs armes atomiques à courte portée déployées dans le monde. Bien que Washington ait toujours refusé toute précision, il était admis qu'une centaine de ces armes étaient entreposées au sud du 38 parallèle.

M. Roh a appelé la Corée du Nord à en tirer les conséquences et à accorder sans conditions l'inspection de ses installations nucléaires, ainsi qu'à démanteler les installations de retraitement nucléaire qu'elle est soupçonnée d'abriter à Yongbyon, au nord de Pyongyang. Le député américain Stephen Solarz, président de la sous-commission Asie-Pacifique de la Chambre des représentants, est arrivé le 17 décembre en Corée du Nord, porteur de la même demande.

Par ailleurs, le président Roh a procédé jeudi à un remaniement ministériel. Le changement le plus notable est le départ du ministre de la défense, M. Lee Jong-hoo, qui avait récemment menacé de

bombarder les installations nucléaires du Nord. Il est remplacé par le général à la retraite Choi Sae-chang, ancien chef d'état-major interarmes.

Enfin, 1 243 prisonniers vont être amnistiés à l'occasion de Noël. Parmi les bénéficiaires figurent 7 personnes condamnées pour activités communistes. En revanche le plus célèbre prisonnier politique du pays, l'étudiant Im Su-kyong, ne figure pas sur la liste. Elle purge une peine de cinq ans pour s'être rendue en Corée du Nord. - (AFP, AP, Reuters)

PAKISTAN

Graves incidents devant le Parlement à Islamabad

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées, jeudi 19 décembre, à Islamabad, lorsque les forces de l'ordre ont chargé des milliers de sympathisants de M. Benazir Bhutto, réunis devant le Parlement alors que le président Ghulam Ishaq Khan adressait son message annuel. Les incidents ont commencé lorsque le chef du PPP, principal parti d'opposition, a quitté l'hémicycle pour protester contre l'interdiction qui lui avait été faite le président du Parlement de répliquer au message présidentiel. M. Bhutto avait empêché une demi-heure durant le président de s'exprimer, l'accusant de « fascisme ». Lors d'une conférence de presse improvisée, l'ex-premier ministre a déclaré que M. Ishaq Khan imposait « un règne de terreur », qu'il « ne représente plus l'unité du pays » et n'agit qu'en fonction « d'intérêts personnels ».

Cette dégradation du climat politique est consécutive au viol, le 27 novembre à Karachi, d'une amie de M. Bhutto. L'opposition accuse M. Irfanullah Marwat, gendre du président et principal conseiller de M. Jam Sadiq Ali, premier ministre de la province du Sind, dont Karachi est la capitale, d'avoir commandité l'agression. - (AFP)

○ INDE : des séparatistes sikhs ont tué quatre villageois. - Des séparatistes sikhs ont, dans la nuit du 17 au 18 décembre, tué quatre personnes, dont trois femmes et six enfants, à Pilibhit, village de l'Uttar-Pradesh. Un groupe sikh avait déjà revendiqué, le 5 décembre, le meurtre de vingt-quatre personnes dans la même région. Face au déploiement des forces de sécurité indienne au Pendjab, les commandos sikhs ont multiplié les actions en Uttar-Pradesh et dans l'Haryana.

Tout 1992 avant 1992.



En vente chez votre marchand de journaux.
116 pages, 40 F.



7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.39.55.91

EXCEPTIONNEL!

Partez avec votre
205, 309, 405, 605
turbo diesel
le Turbo est GRATUIT!

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers!

29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.95.54.34

RAPPORT 1992 DU HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE

Francophonie : La naissance d'un nouvel univers

OÙ EN SONT les droits de l'homme dans les pays francophones ? Qui porte français dans les organisations internationales ? Quelle est la place des écrivains francophones dans l'enseignement ? Langue, culture, communication, éducation, environnement, sciences... De l'Europe du Sud-Est aux îles francophones de l'Océan indien, le Haut Conseil de la Francophonie fait le point.

Le Rapport du Haut Conseil : « vademecum indispensable pour prendre le pouls de l'espace francophone... » (J.-P. Péroncel-Hugoz).

La Documentation française
29, quai Voltaire
75007 Paris
tél. (1) 40 15 70 00

424 pages
index
120 Francs



Syrie : les juifs

150 272 150

PROCHE-ORIENT

Syrie : les juifs dans l'attente de la paix

Cette communauté, d'environ quatre mille membres, jouit de la liberté de culte
Son vrai problème demeure l'impossibilité d'émigrer librement

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Dans ce quartier du centre de Damas, l'homme qui sent avec sa kippa sur la tête pourrait surprendre, et pourtant nul ne s'en étonne. Au nombre de quatre mille environ, les juifs syriens vivent pour les trois quarts dans la capitale, un petit quartier à Alep et moins de deux cents à Kamichli, dans le nord-est de la Syrie.

Communauté souvent aisée, nombre d'entre eux ont depuis longtemps quitté les petites rues des souks du vieux Damas pour s'installer dans la ville moderne. Contrairement à une idée reçue, ils peuvent acheter des biens quasiment partout. Il suffit d'ailleurs de se rendre le samedi dans certaines quincailleries de Damas pour s'en rendre compte, les commerçants juifs fermant ce jour, comme leurs collègues musulmans le vendredi, ou chrétiens le dimanche.

Les juifs syriens, comme les autres communautés religieuses du pays, jouissent en effet de la liberté de culte, et Damas ne compte pas moins de vingt-deux synagogues, dont certaines il est vrai de petite importance. Au fond d'une de ces immenses avenues qui font les charmes du vieux Damas, la grande synagogue a été rénovée il y a quatre ou cinq ans. Agé de quarante-huit ans, le grand rabbin Abraham Hama, qui préside aux destinées religieuses de la communauté, se sentait presque seul puisqu'on ne forme pas de rabbins en Syrie. Mais, dit-il, « il y en a deux qui poursuivent en ce moment leurs études aux

Etats-Unis et de toute façon un rabbin en prépare un autre ».

C'est là, dans ce qu'on appelle encore par tradition historique le « quartier juif », jouxtant le « quartier chrétien », que l'on trouve aussi les deux écoles de la communauté, qui comptent, selon le grand rabbin, « environ huit cent cinquante à neuf cents élèves, en majorité juifs mais aussi palestiniens musulmans, nombreux dans le quartier, et chrétiens du voisinage ». L'une de ces écoles est soutenue financièrement par l'Alliance israélite universelle, alors que l'autre bénéficie de l'aide de l'importante communauté juive syrienne émigrée aux Etats-Unis.

Surveillance particulière

Si ces écoles, comme toutes celles de Syrie, enseignent le programme officiel et sont soumises au contrôle d'un directeur nommé par l'Etat, secondé par un responsable mandaté par le conseil communautaire, l'une d'elles dispense un enseignement religieux en hébreu. La plupart des professeurs sont, selon l'un d'entre eux, de confession juive, mais pas exclusivement. Comme ces deux écoles ne vont pas jusqu'au baccalauréat, les élèves poursuivent ensuite leurs études dans les lycées d'Etat, puis à l'université.

Ces faits avérés ne seraient toutefois masquer les problèmes d'une communauté qui, en raison de l'état de guerre qui règne toujours entre la Syrie et Israël, est d'autant plus faci-

lement soupçonnée d'intelligence avec l'ennemi que l'Etat hébreu ou plus simplement le communisme militant émigrés ne manquent pas une occasion de dénoncer avec beaucoup d'exagération le sort qui lui est prétendument réservé. Même s'ils ne s'en plaignent pas, le fait que les juifs syriens soient « dispensés du service militaire obligatoire » et que soit notifiée, sur leur carte d'identité, leur religion - discrètement (par rapport à la période antérieure au régime du président Assad, où elle était marquée en rouge, bien visible) - est révélateur de la sourde méfiance qu'ils suscitent. Dans un pays où les services de renseignement et de sécurité sont omniprésents, il est bien évident qu'ils font l'objet d'une surveillance particulière.

Le vrai problème de la communauté demeure toutefois, comme le souligne d'ailleurs le grand rabbin, l'impossibilité d'émigrer librement. Une famille juive ne pouvant tout entière quitter la Syrie. Cette restriction, inadmissible au regard du droit à la libre circulation des personnes, tient sans aucun doute à deux préoccupations des autorités, qui, d'une part, ne veulent pas voir leurs ressortissants risquer d'aller gonfler les rangs de « l'ennemi » et, d'autre part, participer, d'une manière ou d'une autre, à l'émigration des juifs en Israël.

Il ne fait pas de doute non plus que, si les juifs syriens peuvent

voyager, et beaucoup d'entre eux le font, ne serait-ce que pour leurs affaires, l'obtention du visa de sortie, obligatoire pour tous les Syriens, est pour eux plus difficile, selon de nombreux témoignages. Dans une administration où la corruption est largement répandue, ils sont en effet plus vulnérables que les autres.

Ces restrictions ont d'ailleurs amené dans le passé des candidats au départ à tenter de franchir illégalement la frontière et, jusqu'au début de ce mois, où ils ont été libérés, quatre juifs syriens purgèrent des peines de prison pour ce délit puni par la loi. Aujourd'hui seuls deux juifs syriens demeurent emprisonnés, les frères Sved, arrêtés en 1987 au retour d'un séjour à l'étranger au cours duquel ils s'étaient rendus en Israël. Aller en Israël est interdit à tout Syrien, quel qu'il soit.

L'aisance dans laquelle vivent la plupart des membres de la communauté - commerçants, professions libérales (beaucoup de médecins en particulier) - prouve en tout cas que les juifs syriens ne font pas l'objet de discrimination de la part de leurs concitoyens, car cette communauté est trop petite pour pouvoir vivre en autarcie. En fait, comme l'affirme le rabbin Hama, « espérons que la paix viendra », qui seule pourrait totalement dénouer la situation.

FRANÇOISE CHIPAUX

Impasse à Washington

Les négociateurs israéliens et arabes ne se sont mis d'accord que sur un prochain rendez-vous

Les négociations bilatérales israélo-arabes se sont terminées, mercredi 18 décembre à Washington, le seul accord portant sur le décalage de la reprise le 7 janvier prochain dans la capitale américaine.

Pas d'accord sur le dossier palestinien, bloqué par une querelle de procédure pouvant paraître byzantine mais jugée fondamentale par les israéliens et les Palestiniens. Pas d'accord dans les négociations israélo-syriennes, qui se resumaient, selon les intéressés, à des accusations mutuelles de refus de discuter le fond. Pas d'accord dans les discussions entre Israël et le Liban, dont le climat a cependant été plus cordial que les autres. Le bilan paraît très maigre.

La querelle de procédure sur le déroulement des négociations entre les israéliens et la délégation jordanienne-palestinoise a empêché les négociateurs d'ouvrir des discussions sur le fond, et il est probable que les Etats-Unis, désormais seuls parrains réels du processus de paix étant donné l'état de l'URSS, devront s'efforcer d'ici au 7 janvier de rapprocher les points de vue. Ils ne pourront cependant imposer leur arbitrage, celui-ci ne pouvant résulter que d'une demande des deux parties. Or Israël, qui s'est

ouvernement félicité de l'absence de pressions américaines durant cette phase, n'a pas l'intention de le demander.

Six jours de discussions, de propositions et de contre-propositions ont laissé les deux parties sur leurs positions. Le porte-parole palestinien, M. Hanane Achraf, a accusé mercredi les israéliens de vouloir « dicter leurs conditions ». Mais le chef de la délégation israélienne, M. Elakim Rubinstein, a estimé que « le bon a été réduit » au cours des discussions, même si elles n'ont pas abouti.

Les Syriens ont durant ces huit jours accusé les israéliens de refuser de parler de l'échange de territoires contre la paix, c'est-à-dire de la restitution à la Syrie du plateau du Golan. Les représentants de Jérusalem ont, pour leur part, accusé ceux de Damas de ne pas vouloir parler de traité de paix ou reconnaître le droit à l'existence d'Israël.

Les discussions avec les Libanais, qui portent sur le retrait israélien du sud du Liban, ont été plus faciles, mais n'ont pas non plus abouti à quoi que ce soit de tangible. Les représentants de Beyrouth ont de toute manière averti qu'un accord sur leur contentieux avec Israël dépendait d'un règlement global du conflit israélo-arabe. (AFP)

Selon le « New York Times »

Washington, Paris et Londres tentent d'obtenir des sanctions internationales contre la Libye

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France se sont mis d'accord pour tenter d'obtenir des sanctions internationales contre la Libye, accusée d'être responsable de deux attentats contre des avions américains et français, indique jeudi 19 décembre le New York Times.

Selon le quotidien, qui cite des responsables anonymes des trois pays, ces derniers, sans être « complètement d'accord sur une stratégie commune », « envisagent une résolution du Conseil de sécurité » des Nations unies qui, « au minimum, interdirait tous les vols internationaux vers ou au départ de la Libye, la vente d'avions commerciaux et de pièces détachées et la fourniture de services liés à l'aviation ».

Ces pays « discutent également de sanctions plus contraignantes », allant d'une « interdiction de vente d'équipement militaire et de technologie civile pouvant avoir des usages

militaires » à un « boycottage pétrolier », en passant par « une limitation de la représentation diplomatique », ou un « gel des avoirs libyens dans les banques étrangères ». Il ajoute le quotidien en citant les mêmes sources.

D'autre part, quatre cents anciens soldats libyens reçoivent annuellement dans un camp près de Washington pour préparer le renversement du colonel Mouammar Kadhafi, a révélé, mercredi, le journal arabe El Hayat, paraissant à Londres, qui publie un reportage de son correspondant aux Etats-Unis, accompagné de deux photographies. Ces hommes servaient au Tchad avant leur désertion, indique un correspondant, qui précise que les Etats-Unis ont fourni aux transfuges toutes les facilités nécessaires. (AFP, Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

BELGIQUE

La tentative de former un gouvernement de coalition a échoué

Les tractations engagées sous l'égide du Parti libéral flamand (PVV) pour former un gouvernement de coalition en Belgique après les élections législatives du 24 novembre se sont soldées par un échec, dans la soirée du mercredi 18 décembre. Le libéral flamand Guy Verhofstadt a demandé au roi Baudouin d'être déchargé de la mission de « formateur » de gouvernement que le souverain lui avait confiée le 9 décembre, a annoncé le Palais royal. Le roi Baudouin a accepté cette demande, ajoute le Palais.

Les élections du 24 novembre, marquées par un recul des partis traditionnels et une poussée des écologistes et de l'extrême droite, n'ont pas permis de dégager une majorité de gouvernement claire. Face à cette situation, M. Guy Verhofstadt, avocat et ancien vice-premier ministre, n'a pas réussi à rallier à son projet de programme gouvernemental les libéraux, les socialistes et les écologistes, comme il le souhaitait. Le roi Baudouin va désormais devoir désigner un nouveau formateur. La précédente crise gouvernementale en Belgique, à la suite des élections de 1987, avait duré 187 jours. (AFP)

POLOGNE

M. Olszewski va tenter de mettre en place un nouveau cabinet

Le Parlement polonais a rejeté, mercredi 18 décembre, la démission du premier ministre, M. Jan Olszewski, désigné à contrecœur par le président Walesa au début du mois. Dans un vote surprise, 214 députés ont voté contre, 132 pour et 73 se sont abstenus. M. Olszewski, un ancien avocat de Solidarité de soixante et un ans, s'est ensuite dit prêt à poursuivre sa mission mais a posé deux conditions : élargir la base d'un futur gouvernement et bénéficier du soutien de M. Lech Walesa, qui n'a jamais caché qu'il préférerait reconduire l'ancien premier ministre libéral, M. Jan Krzysztof Bielecki.

A la suite du vote de la Diète, M. Walesa est maintenant contraint par la Constitution d'accepter M. Olszewski. A l'issue d'un entretien entre les deux hommes, mercredi après-midi, le premier ministre a indiqué que le président lui avait exprimé sa « sympathie » tout en lui faisant remarquer qu'il n'avait « que 50 % de chances » de mener à bien sa mission. Aucune formation politique n'a réussi à mettre en place un gouvernement depuis les élections législatives du 27 octobre. M. Olszewski a affirmé qu'il voulait présenter son nouveau cabinet au Parlement samedi prochain. (AFP)

Le whiskey de John Jameson.

JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

550 000 000

COMMUNICATION

Grève contre les 576 licenciements

Hachette trébuche sur La 5

Les salariés de La 5 devaient, à l'appel de leur intersyndicale, faire grève une journée, le jeudi 19 décembre à 12 heures. Ils protestent contre les 576 licenciements et en appellent au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui doit recevoir, vendredi 20 décembre, les dirigeants de la chaîne, MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabouret. La CSA devra déterminer si les coupes claires dans les effectifs et dans les budgets sont compatibles avec les engagements pris par la chaîne.

De nombreuses réactions ont suivi l'annonce de ce plan. Plusieurs sociétés de journalistes - notamment d'Antenne 2, d'Europe 1 et de M6 - ont déploré les suppressions d'emplois dans la rédaction. M. Edith Cresson espère qu'une solu-

tion pourra être trouvée, mais note que « ce n'est pas la fonction du gouvernement d'intervenir », car « c'est au CSA de régler le problème ». M. François d'Aubert (UDF-PR) craint un déficit du « pluralisme de l'information ». Le ministre de la communication, M. Georges Klajman, a regretté, mercredi 18 décembre à l'Assemblée nationale, que le groupe Hachette « n'ait pas tenu ses engagements » et s'est étonné que ce groupe « ait pu, comme par inadvertance, laisser se creuser un déficit de 1 milliard et plus, auquel il n'aurait pas songé ». La direction de La 5, elle, estime que les engagements « sont respectés en 1991 ». De leur côté, les marchés boursiers ont exprimé leur méfiance.

Les milieux boursiers sont sans cœur. Dès qu'une entreprise cotée « dégraisse » massivement, ils se portent acquéreurs de ses titres, espérant que ce qui ne sera pas distribué en salaires le sera en dividendes. En bonne logique, l'annonce de licenciements massifs à La 5 aurait dû amener un redressement de l'action Hachette. Or, c'est le contraire qui s'est produit. Le titre, qui avait déjà atteint lundi 16 décembre son cours le plus bas de l'année (130,30 francs), a plongé plus encore, mercredi 18 décembre, à 122 francs, juste après l'annonce des licenciements. Compte tenu d'un peu moins de 20 millions d'actions en circulation, la capitalisation boursière d'Hachette valorise le groupe à 2,4 milliards de francs, soit moins de 10 % de son chiffre d'affaire 1990.

Deux explications à cela : les milieux boursiers semblent avoir été surpris par l'ampleur du déficit (1,1 milliard de francs) et surtout par les carences dans la gestion de la chaîne. Il est ainsi difficile de prétendre, comme l'a fait M. Yves Sabouret, PDG de La 5 à France Inter, le 18 décembre, que la suppression de la deuxième coupure publicitaire en 1989 - un an avant que Hachette se porte reprenneur - a fait perdre près de 300 millions à la chaîne. M. Sabouret reconnaît aussi que la faible qualité des stocks de films et de téléfilms avait été aussi « été sous-estimée ». Il était donc normal que la Bourse exprime sa méfiance. D'autant

qu'Hachette recherche toujours un partenaire capable de l'épauler sur La 5, ce qui n'a pas sans concessions. Les pertes 1991 de La 5 ont été intégralement provisionnées en 1990, elles n'auront donc pas d'effet sur les résultats d'Hachette cette année. Reste que le groupe ne se porte pas assez bien pour supporter, seul, les pertes inévitables de la chaîne en 1992. Ainsi, le secteur édition (7 milliards de chiffre d'affaires en 1990) a mal supporté l'année 1991. La littérature a perdu 30 % de son chiffre d'affaires environ et les encyclopédies (Livre de Poésie, Grasset) sont soumises au cycle économique général.

Bilan en demi-teinte
Le secteur presse (10,2 milliards de chiffre d'affaires en 1990, quatre-vingt magazines), a été durement touché par le marasme publicitaire, on France comme à l'étranger. Et, comme le soulignent la plupart des analystes financiers, la « faible visibilité financière » (société de Bourse Didier Philippe) ou les « zones d'ombre » (société de Bourse François Dufour-Kervem) qui subsistent sur l'ensemble des activités, « en raison notamment de la non-publication de la rentabilité par branche », inspire le pessimisme.

Hachette a bien été considéré comme un groupe de communication, il est aussi un géant de la distribution. Avec deux mille points de vente de produits de presse et de communication en Europe et sur le continent américain, Hachette a réalisé un chiffre d'affaires 1990 de 10,7 milliards de francs. Ni Curtis (numéro deux de la distribution aux États-Unis) ni les Relais H en France n'ont souffert en 1990. Bien que le chiffre d'affaires 1991 ne soit pas encore connu, les analystes continuent de tablir sur une progression.

Compte tenu de ce bilan en demi-teinte, les analystes financiers sont surtout sensibles au poids de la dette, qui avoisine 11 milliards de francs. Ainsi, la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis n'a pas profité à Hachette, dont la moitié de la dette américaine (638 millions de dollars, soit 3,5 milliards de francs) est à taux fixe. Les frais financiers en 1990 et 1991 se sont donc maintenus à un niveau très élevé, sans doute proche du milliard de francs.

La marge de manœuvre d'Hachette est, compte tenu de La 5, extrêmement réduite. Une augmentation du capital est toujours possible, mais se traduira inévitablement par une perte de contrôle sur l'ensemble du groupe. Reste l'hypothèse de cessions d'actifs. La vente du siège, boulevard Saint-Germain à Paris (20 000 mètres carrés), ne suffirait pas à désendetter le groupe de manière significative.

YVES MAMOU

Un accord avec le conseil général de l'Hérault

EDF veut brancher les départements sur le câble

En signant un accord avec le conseil général de l'Hérault pour câbler progressivement l'Hérault, EDF et sa filiale Vidéopole accélèrent leur engagement dans la télédiffusion.

Vidéopole, la filiale câble d'EDF, signe le 19 décembre avec le conseil général de l'Hérault un accord qui prévoit le câblage progressif de l'essentiel du département avant la fin du siècle. Jusqu'ici, Vidéopole n'avait signé de contrats qu'avec des villes (vingt-trois à ce jour, soit 85 000 prises raccordables) de dimensions raisonnables (de 1 000 à 17 000 prises), comme Agen, Morlaix, Longwy, mais aussi Bruyères (Vosges) ou Montagne-au-Perche (Orne). Avec un potentiel de 140 000 prises en incluant Bédiers (Montpellier et Sète sont déjà câblées par d'autres opérateurs), l'accord passé avec le conseil général de l'Hérault change les dimensions et les méthodes, mais pas la philosophie générale qui a conduit EDF à investir dans le câble depuis trois ans.

« Nous avons des supports (potentiels ou tranchées), des gens compétents partout et en permanence, l'habitude et les moyens d'une installation massive », explique le président d'EDF, Pierre Delaporte. « Nous constatons que dans les petites villes - disons de 6 000 à 60 000 habitants - à condition de construire des prises à moins de 2 000 francs et d'offrir un abonnement à moins de 100 francs par mois pour une vingtaine de chaînes, on réalise beaucoup moins en collectif, le câble obtient de très bons taux de pénétration. Il est alors rentable. »

Mais ces conditions ne peuvent être atteintes partout. Il faut alors que les collectivités locales participent à l'investissement. C'est l'option qu'a prise le conseil général de l'Hérault. A partir d'une étude détaillée de toutes les communes d'au moins 500 prises potentielles, le département et Hérault Vidéopole détermineront, chaque année,

des tranches d'investissement. Les collectivités locales pourront participer à l'investissement quand ce sera nécessaire, ou l'accélérer avec des avances remboursables. Dans tous les cas, la démarche restera souple, sera révisée régulièrement en fonction des résultats et encouragera la pénétration entre communes. Ce qui correspond aux objectifs du conseil général, en matière d'aménagement du territoire et de développement local.

Un service choisi

« Cette notion de service public, y compris en zone rurale, colle complètement à l'esprit maison », ajoute Pierre Delaporte. « Et en même temps, le câble, plus vite encore que d'autres diversifications que nous menons comme l'éclairage public, le traitement des ordures ménagères ou la neige artificielle

pour les stations de ski, change en profondeur notre relation avec les collectivités locales. Nous voulons être choisis pour nos services, et pas subis comme une distribution obligatoire ».

Maintien de la taille critique dans les petites unités rurales, motivation des personnels, coûts marginaux et rentabilité attendue : fort de ces promesses, Pierre Delaporte ressemble à un câblo-opérateur heureux, une espèce rare dans le secteur. Pour assurer sa croissance - le million de prises raccordables à terme ne semble pas l'effrayer - Vidéopole voudrait attirer des partenaires dans son capital (porté à 40 millions de francs, en juillet dernier), avec comme projet « idéal » un tiers de financiers et un tiers d'étrangers, câblo-opérateurs ou electriciens.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La réglementation des chaînes de télévision

Le Sénat s'oppose au projet de loi sur les quotas

La réforme de la loi relative à la liberté de communication est ralentie par l'hostilité des sénateurs. Après l'adoption par l'Assemblée nationale d'un amendement confiant au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de moduler les quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes auxquelles doivent souscrire les chaînes de télévision (le Monde du 18 décembre), le nouveau texte de loi devait, conformément à la procédure d'urgence, être adopté par une commission mixte paritaire Sénat-Assemblée. Or les sénateurs ont refusé d'endosser cette réforme législative.

M. Adrien Gouteyron, sénateur de la Haute-Loire (RPR), a estimé que l'amendement trahissait l'institutionnalité, le transfert réglemen-

taire de l'état au CSA n'étant pas en l'occurrence suffisamment précis. Les sénateurs ont, en outre, émis des doutes sur la capacité du CSA à gérer l'affaire des quotas dans le tumulte qui affecte actuellement La 5.

En usant de leur pouvoir de blocage, les sénateurs tentent de stopper la réforme pour que s'applique, à la place, la loi de 1989, qui prévoyait de surcroît des quotas. De son côté, le gouvernement ne désespère pas d'en finir avec cette affaire à la fin de la semaine. Le projet devait passer, jeudi 19 décembre, à l'Assemblée. Il devrait être recadré, ensuite, par le Sénat et revenir à l'Assemblée pour une adoption définitive, avant le dimanche 22 décembre.

Y. M.

309 Graffic 62900 F. Ceux qui pensent trouver une meilleure affaire peuvent toujours essayer la vente par correspondance.



309 GRAFFIC TOUJOURS PARTANTE!

Profitez d'un financement exceptionnel par Cédipar sur toutes les 309 Graffic - essence ou diesel, 3 ou 5 portes - à découvrir chez votre concessionnaire jusqu'au 31 décembre 1991. C'est Noël quoi! * Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par Cédipar. Modèle présenté: 309 Graffic - 3 portes essence. A.M. 92 - Tarif au 1/01/91.



PEUGEOT
UN CONSTRUCTEUR SERT SES CLIENTS



POUR MONSIEUR
EAU DE TOILETTE CONCENTRÉE

CHANEL

Le Monét

6-17-64

1000

[illegible][illegible][illegible]

☆ / 1985.5.1

[illegible]

... ..

[illegible]

... ..

la produ-
e en octi-

[illegible]

LIVRES • IDÉES



Anonyma : détail de « Pardon à Quiberon » (1900).

La déchirure et le raccommodage

Aux 18^e et 19^e siècles, l'évolution religieuse n'a pas suivi une courbe uniformément descendante : la déchristianisation a commencé avant la Révolution et les religions ont résisté après

HISTOIRE DE LA FRANCE RELIGIEUSE
III - XVIII^e-XIX^e SIECLE
de Ph. Buury, Ph. Joutard, D. Julia, Cl. Langlois, Fr. Raphaël, M. Vovelle.
Seuil, 556 p., 450 F.

L'histoire religieuse se porte bien en France et attire un nombre croissant de chercheurs. De cette bonne santé, le troisième tome de l'Histoire de la France religieuse, sous la direction générale de Jacques Le Goff et de René Rémond, apporte une brillante confirmation. Car il séduit et par la richesse de la documentation exploitée, et par la qualité de la réflexion sur le matériau historique. C'est un ouvrage de grande classe, au courant des plus récents travaux et qui servira longtemps de référence.

Pourtant, la démarche d'ensemble peut d'abord surprendre. Les deux premiers volumes de la même collection avaient globalement suivi la chronologie. Celui-ci, au contraire, privilégie un plan thématique. Il étudie en

effet la période 1720-1880 sous trois angles successifs : « Le déclin institutionnel et politique du catholicisme français », « La déchristianisation », et enfin « Une vitalité religieuse toujours forte ». D'où d'inévitables retours en arrière, auxquels de toute façon on ne pouvait échapper, le catholicisme n'étant pas seul envisagé, mais aussi le protestantisme et le judaïsme. Une certaine gymnastique est donc demandée au lecteur comme prix à payer pour la lecture d'un ouvrage qui prend constamment de la hauteur par rapport à la diversité, parfois contradictoire, des faits recensés.

En contrepartie, on ne manque pas d'admirer, au fil des pages, la précision et la variété des informations qui sont offertes. Chiffres des éditions d'ouvrages dévots, évaluation des pascalisants vers 1860 et des foules de Lourdes et de Pansy-le-Monial, compte des enterrements civils dans le vingtième arrondissement de Paris en 1869, cartographie des faits religieux depuis le serment de 1791 jusqu'à la pratique dominicale en 1947, etc. : autant de bases solides sur lesquelles

s'appuient les développements, eux-mêmes relayés par une iconographie constamment adaptée au texte.

Un des partis les plus audacieux - et les plus réussis - de ce livre est constitué par le découpage chronologique lui-même, qui replace la Révolution française dans la longue durée et, sans en mésestimer l'importance, ni l'impact, se refuse à la considérer comme un commencement absolu en matière de laïcisation et de « déchristianisation ». La lutte des jansénistes contre la bulle Unigenitus, la protestation des Parlements contre les « bulles de confession », la sécularisation de l'éducation à partir de la suppression des jésuites annonçaient, dès le règne de Louis XV, des séparations ultérieures entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Par ailleurs, on a calculé qu'à Rouen - cas peut-être exceptionnel, il est vrai, - à la fin de l'Ancien Régime, la moitié des couples freinaient déjà leur descendance par « l'onanisme conjugal ». Le contentieux en ce domaine entre l'Eglise enseignante et ses ouailles existait donc dès avant 1789.

Relayer ces faits ne conduit pas à gommer l'étape décisive qu'a constituée la Révolution dans l'histoire religieuse de la France, même s'il est vrai que la « séquence paroxystique » de la déchristianisation en 1793-1794 a été brève et presque sans lendemain. Car - les travaux de Timothy Tackett l'ont bien montré - la Constitution civile du clergé de 1791 fut le moment de la grande déchirure qui a pour longtemps divisé la France en deux. La laïcisation de l'état-civil en 1792, elle aussi, fortement contribua à mettre fin à « la France toute catholique » de l'Ancien Régime. La Révolution a donc été à la fois un révélateur et un catalyseur. Elle a fait surgir de l'ombre un anticléricalisme qui était latent et un mode de refus religieux. La géographie différenciée des comportements collectifs face au christianisme existait en France dès avant 1789.

Prenant le contre-pied d'un préjugé largement répandu dans l'opinion, les auteurs du livre s'efforcent de montrer qu'entre 1720 et 1880 l'évolution religieuse de la France n'a pas suivi une courbe uniformément des-

cendante. Et d'abord, cette longue période a vu la réhabilitation chez nous des protestants et des juifs, devenus désormais des citoyens à part entière. C'est la Révolution qui, en 1791, a restauré les juifs de France dans leur dignité, en signant leur « levée d'écrou ». Mais, après fructidor (4 septembre 1797), le Directoire, revenant à la politique de persécution religieuse, prit aussi des mesures contre les cérémonies juives. Napoléon, en 1807, convoqua le Grand Sanhédrin. Mais, l'année suivante, il obligea les commerçants juifs à obtenir des préfets une patente annuelle révoquée. Le rétablissement entier de leurs droits n'advint qu'en 1818. Dès lors, la communauté juive de France, qui avait peu profité de la vente des biens nationaux, connut une promotion sociale rapide. En 1844, un de ses membres, Adolphe Crémieux, devint ministre de la justice.

Jean Delumeau

Lire la suite
et « La fin d'une certaine France catholique » page 24
Lire également un entretien avec Hans Kling page 25

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

La fin des temps

Le tremblement de terre de Lisbonne en 1755 ébranla les meilleurs esprits. Cela laissa « le siècle désespéré », écrit Annie Le Brun dans un essai sur l'idée de catastrophe, dans lequel elle montre que la détérioration de la nature va de pair avec celle de l'imaginaire. Celui-ci n'a pas abandonné la romancier Caes Nootboom, qui entraîne justement son narrateur dans la capitale portugaise. Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

La pipe et le penseur

Voici la première édition intégrale du Journal de Jacques Copeau. On connaissait l'homme de théâtre, on découvre l'un de nos écrivains les plus ondoyeurs. Page 18

CIVILISATIONS

L'axe France-Inde

Une série de livres sur les voyages en Inde d'hier et d'aujourd'hui. Des voyages qui permettent de découvrir qu'entre ces deux pays, ces deux pensées, il existe une longue histoire. Page 20

ESSAI

Le Mozart d'Elias

Le sociologue analyse la position du musicien dans une société de cour et la détresse de Mozart, hanté par le « sentiment d'avoir raté son existence sociale ». Page 22

La mémoire de Palomar

Dans un recueil posthume, prémédité avec soin
Italo Calvino flirte avec l'autobiographie

LA ROUTE DE SAN GIOVANNI
de Italo Calvino.
Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro.
Seuil, 190 p., 85 F.

A sa mort, survenue à Sienna, en 1985, Italo Calvino laissait de nombreux textes qu'il destinait à des recueils divers, prémédités avec soin, où chacun aurait trouvé sa juste place. Ceux que sa femme Esther a réunis ici ont tous trait à la mémoire, flirant avec l'autobiographie.

Songeur et précis, logicien de l'imaginaire excluant tout arbitraire du genre fantastique où il excellait, convaincu que le rêve est une des manières de la raison et que si l'on rêve juste, c'est que la vérité se trouve dans le voisinage, il est surprenant de voir Calvino appliqué à retrouver dans ces pages certains moments de son existence sous une lumière exacte et dans leur stricte réalité. Et cela étonne d'autant plus que toute son œuvre tend à l'impersonnel, comme si l'aveu des émotions intimes eût été une sorte d'indélicatesse dans son système :

quelque chose de l'ordre de l'enfouissement, de l'obscur, du viscéral, en amont de l'impudique.

En fait, sa véritable autobiographie, il vaut mieux la chercher dans ce dernier ouvrage publié de son vivant qu'il appelait son « Monsieur Teste » : *Palomar*, livre central où toutes ses habiletés convergent et d'où émane une lumière qui éclaire de très haut tous les autres - ses apologues, ses nouvelles, ses romans, ses essais.

« L'homme de l'attention »

Monsieur Palomar tâchait, lui, d'éviter les sensations indéterminées ; il se voulait « l'homme de l'attention », rêvant d'un instant suprême où, juste avant la mort, il envelopperait dans un « coup d'œil absolu le monde et lui-même dans le monde et toutes les relations qui le soutiennent enfin mises à nu, visibles, la présence des choses triomphant de la pensée qui n'a cessé sa vie durant de l'égarer.

Or, déjà dans ce texte de la *Route de San Giovanni*, rédigé entre 1962 et 1977, c'est la volonté de fuir les « sensations

indéterminées », propre à Monsieur Palomar, qui conduit la main - que l'écriture évoque, dans le long fragment qui donne son titre au recueil, l'enfance de l'auteur, ou la bataille à laquelle, jeune partisan, il participa ; qu'elle remémore son initiation au cinéma en tant que spectateur halluciné au qu'elle décrit, dans un laconique chef-d'œuvre, l'unique soin de ménage dont Calvino se serait acquitté « avec une certaine compétence et quelque satisfaction » lors de son long séjour parisien : remplir, avant de la sortir sur le trottoir, la « poubelle agréée » par le règlement de la préfecture, ce qui tenait de l'accomplissement d'un contrat social et du rite.

Si le monde tel que le perçoit nos yeux changeait tout à coup, que deviendrait la mémoire ? Y aurait-il un langage entre celle-ci et soi ? Et par quel moyen notre besoin de nous souvenir lui parviendrait-il, mettant en branle son mécanisme secret ? Voilà, parmi bien d'autres, les questions qui percent ici et là, la trame scrupuleusement réaliste que tissent, ligne après ligne, les mots, lesquels, en dépit de leur intention de véridicité, se récupè-

rent pas le passé, mais peut-être, par instant, ce qui n'avait pas été perçu par l'écrivain - seulement imprimé en lui à son insu au moment de la perception - et que seul le récit lui rend sensible.

Par instants, et encore... Dans le présent, qui n'est somme toute qu'une combinaison du passé sans cesse renouvelée par l'imaginaire, que peut la littérature dans son effort de nous restituer la mémoire, la chose que nous flûtes et qui, fluctuante, enjolivée, trôlée, nous permet chaque jour au réveil de renouer avec nous-mêmes ?

On songe à une notation isolée de Nathaniel Hawthorne qui est à elle seule une allégorie de cette quête du passé par l'écriture : « Un rayon de soleil cherche une trace de sang déjà ancienne à travers une chambre déserte. » Avant de retrouver chez Calvino de belles et inattendues conjectures, négatives certes, mais comme nourrissant l'espoir d'une éventuelle affirmation qui vienne les contredire.

Hector Bianciotti

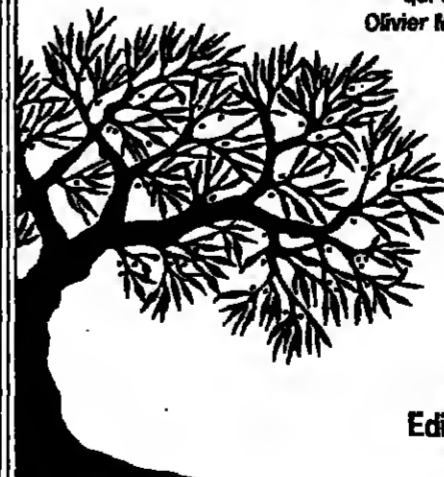
Lire également page 26 notre ensemble sur la littérature italienne

Prix Paul
Léautaud
1991

Alain Dugrand
Le 14^e Zouave

On a rarement décrit avec autant de justesse et d'économie la sourde complexité des sentiments qui unissent père et fils.
Olivier Maurais / L'Express

192 pages, 89 F



Editions de l'Olivier

